

Politique et réseaux sociaux : tous les coups sont permis !

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Entre la dernière campagne présidentielle en France sans la pression des réseaux sociaux, en 1995, et l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, qui, sans appareil de parti, sans élus et avec peu de relais dans la société civile, s'est appuyé sur ces réseaux pour s'imposer en direct auprès des Français, la manière de faire de la politique s'est profondément transformée.

Les réseaux sociaux se sont de fait imposés comme incontournables, offrant un terrain de jeu infini mais constituant aussi un défouloir où le politique est devenu une cible privilégiée, où la vindicte populaire explose et où l'égoïsme prévaut sur fond d'immédiateté. Y affirmer des convictions, malgré la légitimité démocratique, et s'y tenir via des actes nécessite toujours plus force de caractère et de courage.

Le trafic augmentant avec la polémique, les réseaux n'ont pas intérêt à modérer les contenus qu'ils hébergent.

Des millions pour Facebook

A contrario, sauf à être naïfs, les politiques savent à quoi s'attendre lorsqu'ils entrent dans l'arène. La plupart utilisent les réseaux avec sincérité : programmes électoraux, partage d'opinions, annonce d'événements, et ce même si l'utilité de ces pratiques est assez limitée étant donné l'entre-soi auquel les algorithmes nous condamnent. Pour des campagnes de proximité, il est en tous cas avéré que le contact réel est bien plus efficace.

De là à booster la communication, il n'y a qu'un pas... que tous les partis sans exception ont désormais franchi, mais avec des divergences de taille :

Les partis politiques belges ont dépensé en huit mois plus de 3,5 millions

Nos démocraties doivent reposer sur des bases solides et non sur un système où les algorithmes remplacent les humains au profit d'intérêts douteux.

d'euros en pub sur Facebook et Instagram. La N-VA est en tête (> 1 million), suivie par le Vlaams Belang et tous les autres partis néerlandophones. Le premier parti francophone (PTB) est en 7^e place avec 126 000 euros. Outre les curieuses différences linguistiques, force est de constater que les plus épris de polémiques et de cliques sociales de façon populiste.

La question se pose d'ailleurs de plafonner ces dépenses, qui n'ont rien d'illégal à ce stade tant qu'elles ne sont pas fallacieuses.

La dés- ou mésinformation et les simples manipulations de campagne – exemple du film montrant des musulmans rassemblés sans gestes barrières, alors que la vidéo avait été tournée avant la crise sanitaire – ont cependant toujours existé aussi. Mais aujourd'hui la technologie nous a fait entrer dans une autre dimension. Il ne s'agit plus de

